

Unité départementale de l'Oise
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Lille, le 11/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



GURDEBEKE SA

Lieu dit Les Rosettes
RD 145
60350 MOULIN SOUS TOUVENT

Références : IC-R/0286/22-CM/SL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement GURDEBEKE SA implanté Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 MOULIN SOUS TOUVENT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE SA
- Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 MOULIN SOUS TOUVENT
- Code AIOT dans GUN : 0005106544
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société GURDEBEKE dont le siège se situe à Noyon, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implantée à Moulin-sous-Touvent qui comporte également un centre de transfert de déchets non dangereux ainsi qu'une plateforme de compostage de déchets verts.

Ce site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Collecte et traitement du biogaz
- Suivi des émissions atmosphériques lié au traitement du biogaz
- Suite de l'inspection du 24 août 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.2.2	/	Sans objet
prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.2.3	/	Sans objet
surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 9.2.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Visite inspection du 24/08/2021	Rapport d'inspection du 16/11/2021, Obs 3	Observation n°3 : L'exploitant met en place une procédure interne prévoyant une organisation dédiée qui doit être activée dès qu'un seuil préalablement défini de température est annoncé et dès qu'une alerte météorologique canicule est émise par les bulletins de Météo France.	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 1.6.1	/	Sans objet
Aménagement des casiers	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 8.2.1.1	/	Sans objet
Collecte et traitement du biogaz	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.1.6	/	Sans objet
Collecte et traitement du biogaz	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.1.6.2	/	Sans objet
Aménagement final des casiers	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 8.2.2.2.1	/	Sans objet
Visite inspection du 24/08/2021	Rapport d'inspection du 16/11/2021, article Obs 1	/	Sans objet
Visite inspection du 24/08/2021	Rapport d'inspection du 16/11/2021, article Obs 2	/	Sans objet
Visite inspection du 24/08/2021	Rapport d'inspection du 16/11/2021, article Obs 3	/	Sans objet
Visite inspection du 24/08/2021	Rapport d'inspection du 16/11/2021, article Fait susceptible mise en demeure 1	/	Sans objet
Visite inspection du 24/08/2021	Rapport d'inspection du 16/11/2021, article Obs 4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Visite inspection du 24/08/2021	Rapport d'inspection du 16/11/2021, article Obs 5	/	Sans objet
Visite inspection du 24/08/2021	Rapport d'inspection du 16/11/2021, article Fait susceptible mise en demeure 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

//

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 1.6.2					
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières					
Prescription contrôlée :					
Le montant des garanties financières a été calculé suivant la méthode forfaitaire détaillée avec l'indice TP01 Juillet 2019, soit 111,5. L'année 1 correspond au début de l'exploitation.					
Période de garantie K€		Réaménagement €	Accidents €	Suivi €	Total
Année 1	Exploitation	211 486	1 518 943	120 849	1 851
Année 2	Exploitation	211 486	1 534 729	120 849	1 867
Année 3	Exploitation	211 486	1 555 817	120 849	1 888
Année 4	Exploitation	211 486	1 564 106	120 849	1 896
Année 5	Exploitation	211 486	1 581 591	120 849	1 913
Année 6	Exploitation	211 486	1 588 880	120 849	1 921
Année 7	Exploitation	211 486	1 606 051	120 849	1 938
Année 8	Exploitation	211 486	1 612 850	120 849	1 945
Année 9	Exploitation	211 486	1 629 768	120 849	1 962
Année 10	Exploitation	211 486	1 637 228	120 849	1 969
Année 11	Exploitation	211 486	1 655 074	120 849	1 987
Année 12	Exploitation	211 486	1 662 703	120 849	1 995
Année 13	Exploitation	211 486	1 680 531	120 849	2 012
Année 14	Exploitation	211 486	1 688 152	120 849	2 020
Année 15	Exploitation	211 486	1 705 976	120 849	2 038
Année 16	Post exploitation	211 486	1 279 482	120 849	1 611
Année 17	Post exploitation	0	1 279 482	120 849	1 400
Année 18	Post exploitation	0	1 279 482	120 849	1 400

Année 19	Post exploitation	0	1 279 482	120 849	1 400
Année 20	Post exploitation	0	1 279 482	120 849	1 400
Année 21	Post exploitation	0	852 988	120 849	973
Année 22	Post exploitation	0	852 988	120 849	973
Année 23	Post exploitation	0	852 988	120 849	973
Année 24	Post exploitation	0	852 988	120 849	973
Année 25	Post exploitation	0	852 988	96 679	949
Année 26	Post exploitation	0	852 988	96 679	949
Année 27	Post exploitation	0	852 988	96 679	949
Année 28	Post exploitation	0	852 988	96 679	949
Année 29	Post exploitation	0	852 988	96 679	949
Année 30	Post exploitation	0	852 988	96 679	949
Année 31	Post exploitation	0	835 928	96 679	932
Année 32	Post exploitation	0	818 868	96 679	915
Année 33	Post exploitation	0	801 809	96 679	898
Année 34	Post exploitation	0	784 749	72 510	857
Année 35	Post exploitation	0	767 689	72 510	840
Année 36	Post exploitation	0	750 629	72 510	823
Année 37	Post exploitation	0	733 570	72 510	806
Année 38	Post exploitation	0	716 510	72 510	789
Année 39	Post exploitation	0	699 450	72 510	771
Année 40	Post exploitation	0	682 390	72 510	754
Année 41	Post exploitation	0	665 330	72 510	737
Année 42	Post exploitation	0	648 271	72 510	720
Année 43	Post exploitation	0	631 211	48 340	679
Année 44	Post exploitation	0	614 151	48 340	662
Année 45	Post exploitation	0	597 091	48 340	645

Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un acte de cautionnement basé sur l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021. Sa durée de validité court jusqu'au 21 décembre 2026. Le montant des garanties financières est supérieur à celui demandé dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant explique que cette différence provient du fait que la société de cautionnement travaille par tranche financière. Pour chaque année, le montant cautionné est systématiquement supérieur à celui demandé.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagement des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Barrières de sécurité passive
Prescription contrôlée : Au fond et remontant de 2 m au moins sur les flancs, d'une barrière passive reconstituée constituée a minima de bas en haut, à partir du substratum : Au fond et remontant de 2 m au moins sur les flancs, d'une barrière passive reconstituée constituée a minima de bas en haut, à partir du substratum : - cinq mètre (5 m) au moins de sables du Cuisien, de perméabilité inférieure à 1.10^{-6} m/s, - un mètre vingt (1,20 m) d'argile ou de sable de sables prélevé in situ mélangé à de la bentonite, de perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s, - un géosynthétique bentonitique de nature calcique de densité minimale 5 kg/m ² , de perméabilité inférieure à 10^{-10} m/s. En flanc, penté à 1/1, en continuité de la barrière de fond, du sol naturel vers l'intérieur du casier : - un mètre (1 m) au moins d'argile ou de sables prélevés in situ mélangés à de la bentonite, de perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s sur deux mètres de hauteur par rapport au fond, - un géo-composite bentonitique de nature calcique de densité minimale 5 kg/m ² , de perméabilité inférieure à 10^{-10} m/s.
Constats : Le dossier du bureau d'études Antéagroup en date du 15/02/2022 relatif aux contrôles de la perméabilité de la BSP du casier n°8 est retiré. En effet, une première instruction de ce rapport réalisée par l'inspection a montré de nombreuses insuffisances. Au regard de ce constat, l'exploitant a indiqué qu'un nouveau dossier, réalisé par un autre bureau d'études, sera déposé avant l'été.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte et traitement du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, collecte du biogaz
Prescription contrôlée : Le centre de stockage de déchets non dangereux est équipé d'un réseau de captage et de drainage du biogaz produit. Les casiers sont équipés, au plus tard un an après leur comblement, d'un réseau de drainage des émanations gazeuses. Ce réseau est conçu et dimensionné pour capter de façon optimale le biogaz et le transporter vers une installation de valorisation ou une installation de destruction par combustion en cas de dépannage de cette première. Casier en mode d'exploitation traditionnel Les casiers sont équipés de puits en PEHD mis en place à l'avancement dans le massif de déchets. Les têtes de puits sont raccordées au dispositif de valorisation du biogaz via un réseau de collecte principal. Les condensats présents dans le système de collecte du biogaz sont collectés puis dirigés vers une alvéole de stockage ou vers le bassin de collecte des lixiviats. Casier en mode d'exploitation bioréacteur Le réseau de dégazage du biogaz est indépendant du réseau de réinjection du lixiviat. Des puits verticaux, équipés de système de réglage et d'isolement de chaque puits, sont posés lorsque le massif de déchets a atteint la hauteur minimale de 5 mètres dans le casier ; ils sont directement reliés au réseau de dégazage. Le réseau de captage des casiers est dimensionné sur le débit de biogaz maximal calculé par le pronostic biogaz. Afin de maintenir les taux de méthane et d'oxygène à des valeurs raisonnables, les puits de dégazage du biogaz sont réglés au moins une fois par mois, en analysant : <ul style="list-style-type: none">- la qualité du biogaz capté,- la pression du biogaz capté,- la vitesse (ou le débit) du biogaz capté.
Constats : Lors de l'inspection le système de collecte de biogaz a été vu pour : <ul style="list-style-type: none">- le casier n°6, la première couche de couverture a été mise en place, les tuyaux du réseau de captage du biogaz est en place. Lors de la mise en place de la dernière couche de recouvrement du casier, ces tuyaux seront installés sur pieux.- le casier 7, en cours d'exploitation, les puits de captage ont été visualisés. Ils sont installés au fur et à mesure de l'épaisseur des déchets mis dans le casier. Les casiers exploités en mode traditionnel n'ont pas été abordés lors de cette inspection. Dans les casiers exploités en mode bioréacteur, l'inspection a permis de vérifier : <ul style="list-style-type: none">- les réseaux de captage de biogaz et de réinjection de lixiviats sont indépendants.- aujourd'hui le système de réinjection des lixiviats n'est pas en activité sur le site. L'exploitant est en cours de réglage du rapport DCO/DBO de ces lixiviats afin d'avoir un biogaz utilisable par la chaudière. L'exploitant dispose d'un analyseur en continu de son biogaz. L'extraction pour la période allant du 7 février au 15 avril 2022 a été réalisée. Les paramètres suivis sont le CH ₄ , CO ₂ , O ₂ , CO, H ₂ S, H ₂ , la pression et la vitesse.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte et traitement du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, traitement du biogaz
Prescription contrôlée : L'ensemble du biogaz capté sur le site est valorisé dans une chaufferie biogaz avec utilisation de la chaleur pour évaporation des lixiviats captés sur le site. En cas de panne de cette unité de valorisation du biogaz, une torchère permet de traiter la totalité du biogaz capté. Dès que les chaudières présentes sur site ne suffiront plus à assurer la valorisation de la totalité du biogaz, la société GURDEBEKE devra étudier et mettre en œuvre une solution de valorisation du biogaz complémentaire la plus adaptée comme la mise en place d'une chaudière supplémentaire.
Constats : Aujourd'hui le biogaz est valorisé dans la chaudière présente sur le site. Le système de réinjection des lixiviats n'est pas opérationnel. Il est en cours d'installation et de réglage. La torchère est également présente sur site. L'exploitant indique qu'une seconde chaudière peut être installée si le besoin est présent lors de la suite de l'exploitation du centre de stockage. L'exploitant a fourni un rapport de maintenance annuel de la chaudière (société Prodeval - 04/02/2022). Il ne relève aucune non-conformité. De même, un rapport de maintenance de la même société en date du 25/05/2021 a été fourni. Il ne relève aucune non-conformité.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagement final des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 8.2.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, couverture finale des casiers en mode bioréacteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout casier exploité en mode bioréacteur est équipé, au plus tard 6 mois après la fin du comblement du casier, et du bas vers le haut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une couche de forme de 20 centimètres, - d'une couverture d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre et d'une perméabilité inférieure à 5.10-9 m/s ou tout dispositif équivalent, cette équivalence étant démontrée par un bureau d'études compétent. <p>À cette couche de couverture de 0,5 mètre vient s'ajouter la couverture finale qui est réalisée au plus tard 2 ans après la fin d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques, - d'une couche de terre de revêtement d'une épaisseur suffisante, la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement devant être supérieure à 1 mètre. <p>Constats : Les casiers 5 et 6 sont exploités en mode bioréacteur. Ces deux casiers sont, le jour de l'inspection, recouverts d'une couverture intermédiaire (20cm de fond de forme). Un devis est en cours pour l'installation de la couche de 50cm de géosynthétique;</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que des échéances de temps existent dans son arrêté préfectoral d'exploitation.</p> <p>Les casiers 1, 2, 3 et 4 ont leurs couvertures finales.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.2.2					
Thème(s) : Risques chroniques, conditions générales de rejet					
Prescription contrôlée :					
	Hauteur minimale (en m)	Vitesse mini d'éjection (en m/s)	Débit nominal en Nm ³ /h	Température en sortie (en °C)	Diamètre en sortie d'échappement (en m)
Conduit n°1	8	8	200	140	0,40
Conduit n°2	8	8	200	140	0,40
Conduit n°3	7	8	500	900	1,39
Conduite n°4		7	19 800	Température ambiante	1

Constats : Pour la chaudière :
L'exploitant fait intervenir la société Europoll une fois par an pour contrôler l'ensemble des paramètres définis à l'article 3.2.2.
Le rapport d'analyses en date 26 avril 2021 indique :
- une hauteur de la cheminée n°1 de 3,5m,
- une température en sortie de cheminée d'environ 238°C,
- une vitesse d'éjection de 3,5m/s
- un débit d'éjection de 548Nm³/h

Il en ressort que l'ensemble de ces paramètres ne sont pas conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

Pour la torchère :
La même société intervient. Le rapport en date du 30/03/2022 indique :
- une température des gaz à 877°C,
- un débit d'éjection de 3856Nm³/h
- un débit de biogaz en entrée de 493Nm³/h
Le rapport indique que la mesure de vitesse d'éjection n'est pas adaptée pour ce type de prélèvement.

Au regard des résultats, l'inspection demande à l'exploitant de faire de nouvelles analyses et d'identifier les éventuels causes et axes d'amélioration de ces dysfonctionnements.

Observations :					
Type de suites proposées : Susceptible de suites					
Proposition de suites : Sans objet					

Nom du point de contrôle : prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, VLC
Prescription contrôlée :
Pour les chaudières
Les rejets issus des <u>conduits n°1 et n°2</u> doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), à une teneur en O ₂ de 3 %.

Paramètres	Concentration instantanée maximale (en mg/Nm ³)
Poussières	50
NOx en équivalent NO ₂	225
COVM	50
CO	250

Le débit de biogaz traité, la température, la pression et la teneur en O₂ doivent être mesurés en continu et faire l'objet d'un enregistrement mensuel ou d'un système régulier de suivi.

Pour la torchère

Les rejets issus du conduit n°3 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), à une teneur en O₂ de 11 %.

Paramètres	Concentration instantanée maximale (en mg/Nm ³)	Flux maximal (en g/h)
SO _x en équivalent SO ₂	300	600
CO	150	450

Les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.

Le débit de biogaz traité, la température, la pression et la teneur en O₂ doivent être mesurés en continu et faire l'objet d'un enregistrement mensuel ou d'un système régulier de suivi.

Constats : Pour la chaudière :

Le rapport de la société Europoll en date du 26 avril 2021 indique :

- une concentration en poussières inférieure à la VLE
- une concentration en COVM inférieure à la VLE
- une concentration en NOx inférieure à la VLE
- une concentration en CO inférieure à la VLE.

L'ensemble des paramètres suivis sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

Pour la torchère :

Le rapport de la société Europoll en date du 30/02/2022 indique :

- une concentration en CO inférieure à la VLE
- une concentration en SOx supérieure à la VLE (1357Nm³/h au lieu le 300Nm³/h).

L'exploitant doit être conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Dans le cas inverse, il doit prendre les mesures nécessaires afin d'être conforme.

Une nouvelle mesure de SOx sur la torchère doit être réalisée. En cas de non-conformité, une analyse des causes et un plan d'actions doivent être transmis à l'inspection.

Observations :

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, auto surveillance des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Équipement	Paramètre	Fréquence
Chaudière	Temps de fonctionnement	Mensuelle
	Débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O ₂)	Mensuelle
	Température	En continu
	Poussières	Annuelle
	SOx en équivalent SO ₂	
	NOx en équivalent NO ₂	
	CO	
	COVM	
Torchère	Temps de fonctionnement	Mensuelle
	Débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O ₂)	Mensuelle
	Température	En continu
	SOx en équivalent SO ₂	Annuelle
	CO	Annuelle
Évaporateur	Legionella pneumophila	Annuelle

Constats : Un analyseur du biogaz en continu permet d'analyser les paramètres CH₄, CO₂, CO, O₂, H₂S, H₂.

Un débitmètre est installé en continu.

Le suivi du paramètre H₂O est manquant.

Pour la chaudière, le temps de fonctionnement, la température et le débit sont mesurés en continu.

Les autres paramètres sont vérifiés annuellement.

Pour la torchère, le suivi est le même.

Le suivi est conforme aux dispositions de cet article à l'exception du manquement du suivi du paramètre H₂O. L'exploitant dispose d'un délai d'un mois pour se mettre en conformité. Le cas échéant, une mise en demeure sera proposée à la préfète de l'Oise.

Observations :

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Visite inspection du 24/08/2021

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 16/11/2021, Obs 1
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien abords du site (article 33 AM du 15/02/2022)
Prescription contrôlée : L'exploitant veillera à faire entretenir les haies du site. Une photo sera envoyée à l'inspection dès les travaux réalisés.
Constats : La haie concernée a été arrachée, la société ayant acheté le terrain contigu pour réaliser une aire de retournement des camions. Cette haie ne fait partie des éléments paysagers imposés par l'arrêté préfectoral. L'inspection a permis de vérifier que les haies restantes sont entretenues.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Visite inspection du 24/08/2021

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 16/11/2021, Obs 2
Thème(s) : Risques chroniques, Détection incendie (article 16 AM du 15/02/2016)
Prescription contrôlée : L'exploitant précise les modalités de mise en œuvre des caméras thermiques qui seront installées (nombre de caméra thermique, modalité d'installation et de déplacement selon l'avancement de l'exploitation du site, modalité d'entretien et de maintenance, modalité de contrôle pendant les heures d'ouverture et en dehors des heures ouvrées). Un arrêté préfectoral complémentaire pourra être pris afin de préciser les moyens efficaces à prévoir pour lutter contre l'incendie sur le site en matière de prévention et de détection.
Constats : Une caméra thermique (détecte les flammes) est installée sur le casier en exploitation. Elle est étalonnée et vérifiée par une société habilitée. Elle fonctionne en continu. Lors d'une détection, une alarme est transmise sur les téléphones portables des deux personnes en charge de l'exploitation du casier. Une procédure fixe les modalités de suivi, de déplacement et les systèmes d'astreinte.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Visite inspection du 24/08/2021

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 16/11/2021, Obs 3
Thème(s) : Risques chroniques, Détection incendie (article 16 AM du 15/02/2016)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une procédure interne prévoyant une organisation dédiée qui doit être activée dès qu'un seuil préalablement défini de température est annoncé et dès qu'une alerte météorologique canicule est émise par les bulletins de Météo France.
Constats : L'exploitant indique qu'une organisation interne est existante. Cependant, il ne s'agit pas d'une procédure formalisée. La réglementation imposant une formalisation, l'exploitant doit fournir à l'inspection une procédure explicitant l'organisation mise en place aujourd'hui sous un délai d'un mois. Les deux opérateurs sont d'astreintes à tour de rôle. Lors d'un épisode de fortes chaleurs, cette organisation impose un recouvrement chaque soir, et une attention particulière. A cela s'ajoute, la présence de la caméra thermique et le système d'astreinte.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Visite inspection du 24/08/2021

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 16/11/2021, Fait susceptible mise en demeure 1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions météorologiques (article 22 AM du 15/02/2016)
Prescription contrôlée : L'exploitant ne suit pas l'ensemble des paramètres relatifs aux conditions météorologiques conformément à l'article 22 III de l'AM du 15 février 2016. Il doit mettre en place un suivi conformément à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sous deux mois.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'un devis avec Météo France est en cours de réalisation. Dans le cadre de ce devis, l'ensemble des paramètres prescrits dans l'article 22-III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sera suivi. La station météo en place sur le toit du bâtiment administratif sera abandonnée.
Observations : L'exploitant doit transmettre à l'inspection un relevé des paramètres définis dans l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 février 2016 dès sa réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Visite inspection du 24/08/2021

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 16/11/2021, Obs 4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions météorologiques (article 22 AM du 15/02/2016)
Prescription contrôlée : L'exploitant doit adapter sa procédure de gestion des vols pour le site de Moulin Sous Touvent.
Constats : La procédure liée à la gestion des vols sur le site de Moulin existe. Lors de la dernière inspection, la procédure transmise n'était pas celle du site de Moulin. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que le site allait être nettoyé par des intérimaires.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Visite inspection du 24/08/2021

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 16/11/2021, Obs 5
Thème(s) : Risques chroniques, Détection gaz (article 8.3.8 de l'AP du 04/11/2021)
Prescription contrôlée : L'exploitant remplacera le gyrophare dysfonctionnant et transmettra à l'inspection l'ensemble des documents le prouvant.
Constats : L'exploitant indique que ce gyrophare n'est pas relié au système électrique puisqu'il n'est plus utile. Lorsque l'installation de la chaufferie est en défaut, une alarme est transmise directement sur les téléphones portables des opérateurs et du gérant de la société. Ceci est vrai hors heures ouvrées.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Visite inspection du 24/08/2021

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 16/11/2021, Fait susceptible mise en demeure 2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance (article 9.2.1 de l'AP du 04/11/2021)
Prescription contrôlée : L'exploitant ne suit pas l'ensemble des paramètres du biogaz conformément à l'article 9.2.1 de l'arrêté du 9 août 2017. Il doit mettre en place un suivi de la composition du biogaz conformément à l'article 9.2.1 de l'arrêté du 9 août 2017 sous deux mois.(repris à l'article 9.2.1 de l'AP du 04/11/2021)
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un tableau extrait de l'analyseur du biogaz. Il apparaît que l'ensemble des paramètres fixés à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 est suivi à l'exception du paramètre H2O. Ce point a été traité plus en amont dans ce rapport.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet